Décret de l'archiduchesse Marie-Élisabeth portant que les causes concernant les domaines royaux au fond seront instruites et poursuivies devant les conseils de justice, et que les juges délégués connaîtront des procès touchant purement les revenus de ces domaines.

CHARLES VI.
2 avril 1740.

Bruxelles, 2 avril 1740.

MARIE-ÉLISABETH, par la grâce de Dieu, princesse royale de Hongrie, de Bohême et des Deux-Siciles, archiduchesse d'Autriche, etc., lieutenant et gouvernante générale des Pays-Bas.

Chers et bien-amés (1), voulant faire cesser les disputes, tant entre les receveurs, admodiateurs et fermiers des domaines de Sa Majesté et les particuliers, qu'entre les conseils de justice et les juges délégués, pour la connoissance des mêmes domaines, au sujet de l'attribution de la juridiction sur les domaines, en la réglant de part et d'autre, nous avons résolu de faire instruire et poursuivre, devant les respectifs conseils de justice, dans les différentes provinces des Pays-Bas, par les conseillers fiscaux, toutes les causes concernant les domaines de Sa Majesté au fond, et de faire décider ces causes, tant au péritoire qu'au possessoire, par les mêmes conseils, respectivement, sur le pied le plus prompt et le moins onéreux qu'il se pourra, et de laisser aux juges délégués la connoissance et décision des procès concernant purement les revenus du domaine de Sa Majesté. Et comme notre intention est que vous vous absteniez de connoître des causes concernant purement les revenus du domaine de Sa Majesté, tout comme nous voulons que les juges délégués s'abstiennent de la connoissance et décision des causes concernant les domaines de Sa Majesté au fond, nous vous faisons cette pour vous ordonner, au nom de l'Empereur et Roi, mon très-cher frère et seigneur, de vous conformer exactement à notre présente disposition, et conséquemment de renvoyer, sans perte de temps, aux juges délégués des domaines tous les procès qui peuvent déjà être pendants indécis par-devant votre tribunal, ou qui pourroient s'y introduire dans la suite, concernant purement les revenus du domaine de Sa Majesté, en vous défendant par cette d'en prendre aucune connoissance, à quelque prétexte que ce soit, ou d'en décider, à peine de nullité et de tous dépens, dommages et intérêts envers la partie intéressée, soit Sa Majesté, ou ses ayants cause. A tant, chers et bien-amés, Dieu vous ait en sa sainte garde.

De Bruxelles, le 2 avril 1740.

Signé MARIE ELISABETH, *et plus bas étoit* : Par ordonnance de Son Altesse Sérénissime, loco l'audiencier, étoit contre-signé H. C. DIERICX.